

# **Turquie diplomatie : Visite historique d'Ahmet Davutoğlu à Erbil.**

samedi 7 novembre 2009, par [Jean Marcou](#), [Johannes Bauer](#)

**Le ministre des affaires étrangères turc, Ahmet Davutoğlu (à gauche sur la photo), s'est rendu en Irak et a effectué en particulier une visite remarquée dans le Kurdistan irakien, le 30 octobre 2009. Accompagné par le ministre d'Etat du commerce extérieur, Zafer Çağlayan, il a inauguré officiellement de nouveaux consulats généraux turcs à Bassora et à Mossoul, et rencontré le leader des Kurdes irakiens, Massoud Barzani (à droite sur la photo), à Erbil (capitale de l'Irak du nord), où un troisième consulat général devrait bientôt ouvrir également.**

La visite de ces deux ministres turcs dans la région kurde d'Irak du nord peut être qualifiée d'historique, même si elle ne surprend pas, eu égard aux évolutions survenues récemment. Elle consacre, en effet, un lent processus qui, au cours des deux dernières années, a vu la Turquie changer d'attitude à l'égard d'une région avec laquelle elle avait pendant longtemps refusé tout contact officiel direct. C'est donc la fin d'un tabou officiel turc.

Le Kurdistan irakien, région du nord de l'Irak ayant une frontière commune avec la Turquie, est habitée par à peu près quatre millions Kurdes, qui y représentent la majorité absolue de la population. Depuis 1993, observé avec méfiance par Ankara, il bénéficie de facto d'un statut de quasi-autonomie. Après la chute du régime de Saddam Hussein, en 2003, et la confirmation officielle par le nouveau régime irakien de cette situation d'autonomie, la Turquie s'est mise à redouter que cette région kurde devienne véritablement indépendante. La crainte, en l'occurrence, est qu'elle cristallise les revendications séparatistes kurdes en Turquie et qu'elle contribue à raviver le rêve d'un Kurdistan uni et indépendant. De surcroît, de longue date, certaines zones frontalières de ce Kurdistan irakien servent de sanctuaire au PKK, mouvement rebelle qui mène une lutte armée contre l'Etat turc, et qui est considéré comme une organisation terroriste non seulement par la Turquie mais aussi par les Etats-Unis et l'Union Européenne. Les infiltrations du PKK ont amené l'armée turque à intervenir à plusieurs reprises en Irak du nord depuis qu'elle en a obtenu l'autorisation du Parlement, en octobre 2007. Cette autorisation a d'ailleurs été renouvelée récemment.

Pourtant, dans le même temps, le gouvernement de l'AKP a lancé une offensive diplomatique en direction, tant de Bagdad (où le président de l'Etat irakien, Jalal Talabani, est en fait le leader de l'une des deux organisations kurdes irakiennes les plus influentes, l'UPK) que du gouvernement d'Irak du nord (dont le président, Massoud Barzani, n'est autre le chef de l'autre organisation kurde emblématique, le PDK). Il y a un an, alors même que les contacts entre Ankara et Erbil avaient commencé à prendre un tour officiel par l'envoi en Irak du nord de représentants du ministère turc des affaires étrangères et l'établissement d'instances permanentes de contact, Recep Tayyip Erdoğan avait annoncé qu'une nouvelle donne était en train de se mettre en place et que, dans sa lutte contre le PKK, la Turquie avait eu tort de boycotter antérieurement les autorités kurdes d'Irak du nord.

La visite des ministres Davutoğlu et Çağlayan reflète parfaitement ce tournant dans les relations entre la Turquie et l'Irak du nord, mais doit être analysée en prenant en compte également d'autres tendances ou événements qui caractérisent actuellement la politique du gouvernement turc. En premier lieu, on peut penser que cette visite s'inscrit dans la logique de la doctrine de politique étrangère d'Ahmet Davutoğlu, résumée désormais par la célèbre formule « zéro problème avec nos voisins ». Cette philosophie vient notamment de se traduire par la signature d'accords importants par le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, et son homologue irakien, Nouri al-Maliki, à Bagdad, le 15 octobre dernier. En second lieu, la présence de ces ministres à Erbil ne peut être observée indépendamment du nouveau tour qu'a pris ces

dernières semaines la politique étrangère turque au Moyen-Orient. Ahmet Davutoğlu a d'ailleurs déclaré à l'issue de son entretien avec Massoud Barzani, de façon très significative, que le moment était venu "pour les Arabes, les Kurdes et les Turcs de rebâtir le Moyen-Orient ensemble". En dernier lieu, cette tournée de la diplomatie turque en Irak du nord ne saurait faire oublier l'initiative de politique intérieure du gouvernement connue sous le nom « d'ouverture démocratique ». Par le biais du compromis et de la négociation, cette stratégie adoptée par le gouvernement de l'AKP vise à trouver une solution politique plutôt que militaire à la question kurde, en autres, en amnistiant les combattants du PKK qui acceptent de rendre les armes, en intégrant l'étude de la langue kurde dans le processus éducatif ou en adoptant une définition plus ouverte de la citoyenneté. Le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan doit d'ailleurs révéler, devant le Parlement, la semaine prochaine, les mesures qui constituent le corps cette politique d'ouverture.

Que deux représentants de la République turque se soient rendus au Kurdistan irakien est donc bien une activité symbolique de l'opération « octobre, mois de la paix » voulue par Ahmet Davutoğlu. Toutefois, on ne sait pas encore si le déplacement du très médiatique ministre turc des affaires étrangères arrivera à persuader les Kurdes irakiens de mener une action déterminée pour déloger le PKK des zones frontalières de refuge qu'il occupe toujours et que le numéro deux de l'organisation rebelle, Murat Karayılan, a qualifiées, il y a quelques jours encore, « d'invincibles ». Quoiqu'il en soit, ce voyage au Kurdistan irakien aura au moins permis au deux ministres turcs de repartir avec deux magnifiques chevaux dont le gouverneur de Mossoul, Atheel al-Nujaifi, leur a fait cadeau.

Johannes Bauer et Jean Marcou

---

## Sources

Source : Ovipot, le 06.11.09